



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 16 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERRY BEAUTE MAROLLES

ZI La Touche
72260 Marolles-Les-Braults

Références : 2025-724_INSP_AMCOR (ex-BERRY BEAUTE MAROLLES) – Marolles-les-Braults_RAP
Code AIOT : 0006302853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement BERRY BEAUTE MAROLLES implanté ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERRY BEAUTE MAROLLES
- ZI La Touche 72260 Marolles-les-Braults
- Code AIOT : 0006302853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BERRY BEAUTE MAROLLES fabrique des emballages cosmétiques et des bouchons de parfums, à destination d'enseignes spécialisées dans le luxe.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 4.1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours, 2 mois et 9 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.8.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours et 9 mois
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Bâtiment assemblage - moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.2 de l'annexe I	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Sans objet
2	Désenfumage – mise en œuvre des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Susceptible de suites	Sans objet
5	Détecteurs de niveaux rétention	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 2.3.1.5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	Typologie des sites	Code de	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	industriels	l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11		
8	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	/	Sans objet
9	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	/	Sans objet
10	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	/	Sans objet
12	Bâtiment d'assemblage - consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.7 de l'annexe I	/	Sans objet
13	Conformité des rejets en nitrites	Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a abordé certaines suites de la visite du 12/02/2022 sur les rejets en nitrites de l'établissement, certaines suites de la visite du 20/12/2023 sur les moyens de lutte contre l'incendie, certaines suites de la visite du 27/06/2024 sur les rétentions du site, le porter à connaissance du site déposé en 2022 et une action nationale de 2025 sur les granulés plastiques.

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie, l'inspection a constaté que les trappes de désenfumage de l'atelier de galvanoplastie étaient équipées de commandes manuelles et automatiques.

Cependant, des travaux de maintenance sont attendus pour les dispositifs de désenfumage et l'installation de sprinklage du site. Ces demandes avaient déjà été faites lors de la visite du 20/12/2023. L'exploitant a exprimé avoir des difficultés pour programmer une intervention auprès de l'organisme extérieur. Concernant le système de sprinklage, le dernier rapport de contrôle conclut que l'installation est opérationnelle.

Concernant les rétentions du site, un plan d'actions sur la mise en conformité de l'ensemble des rétentions du site avait été présenté par l'exploitant suite à la visite du 27/06/2024. L'inspection a pu constater que sur les 5 non-conformités restantes, 4 non-conformités ont été levées : opérations de réagencement du stockage, revêtement d'étanchéité, augmentation de volume de rétention, ou

encore installation d'une nouvelle rétention pour isoler les produits incompatibles.

L'exploitant est tenu de transmettre le devis et la programmation des travaux pour la dernière non-conformité qui concerne la mise sous rétentions de tuyauteries et des vannes à l'arrière du stand de dépotage.

L'action nationale de l'année 2025 sur les granulés plastiques a été réalisée sur site. Le site est apparu correctement entretenu. Aucun granulé plastique n'a été observé au sol.

La procédure est claire et les équipements en cas de déversement de granulés sont opérationnels. Des audits internes sont réalisés tous les 4 mois. Le dernier contrôle triennal réalisé par un organisme agréé date du 15/12/2022, un nouveau contrôle est attendu pour la fin de l'année 2025.

La régularisation administrative du bâtiment d'assemblage du site, présenté dans le porter à connaissance de 2022 a été abordé lors de la visite. Le bâtiment d'assemblage est classé sous le régime de la déclaration pour son activité d'application de colle (rubrique 2940). Ainsi, l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 s'applique au bâtiment d'assemblage.

Dans le dossier de l'exploitant et lors de la visite, il a été constaté que les moyens de lutte contre l'incendie ne répondent pas aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/05/2002.

L'exploitant est tenu de respect la prescription de cet arrêté ministériel ou de solliciter une demande d'aménagement de prescription en proposant des mesures compensatoires.

Enfin, l'inspection a constaté que les concentrations de rejets en nitrites ont été réduites depuis la visite du 12/02/2022. Afin de maîtriser les rejets en nitrites de son site, l'exploitant a déclaré avoir mis en œuvre une vidange systématique des bains usées d'acide nitrique de démétallisation (à l'origine des rejets en nitrates, se transformant en nitrites) et avoir mis en œuvre un traitement de ses eaux de rejets. La méthode de traitement est l'utilisation d'un biocide permettant d'abattre la concentration en nitrites.

Sur l'année 2025, deux dépassements de la valeur limite de rejet en nitrites, fixée à 1 mg/l, ont été mesurés lors des campagnes mensuelles. L'exploitant justifie le premier dépassement par un incident au niveau de la cuve d'acide nitrique de la station du site et le second dépassement par l'opération de curage annuel du bassin de traitement, couplé aux fortes chaleurs du mois d'août 2025. Au-delà de ces deux dépassements, cette méthode de traitement apparaît opérationnelle.

Il convient cependant que l'exploitant analyse les effets croisés et propose un objectif adapté assurant également la compatibilité milieu des rejets en nitrite. Cette évaluation devra être réalisée sous 12 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

(Rédaction antérieure à l'arrêté modificatif du 20/04/23) Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 20/12/2023, l'exploitant a répondu au rapport de visite par courriel le 13/02/2024 au sujet de la surface des dispositifs de désenfumage.</p> <p>Le rapport de la visite du 20/12/2023 demandait à l'exploitant de s'assurer que les surfaces de désenfumage de l'atelier de traitement de surface recouvre 2 % de la surface utile de l'atelier, conformément à la modification de l'arrêté ministériel du 20/04/2023.</p> <p>Par courrier de réponse, l'exploitant a justifié qu'une surface de désenfumage à hauteur de 2 % de la surface utile n'était pas réglementairement exigée par antériorité. Pour autant, l'exploitant s'est engagé à étudier les possibilités d'augmentation de la surface de désenfumage afin de passer de 1 % à 2 % de la surface utile.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré avoir réalisé des devis par deux organismes extérieurs. L'intervention est évaluée entre 37 000 € et 52 000 €.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les trappes de désenfumage se situant au-dessus des bains de traitement, cette intervention présente des contraintes techniques importantes. Bien que l'usine soit arrêtée en août et en fin d'année, la réalisation des travaux au niveau des dispositifs de désenfumage empêcherait la réalisation des travaux de maintenance habituels au niveau des lignes de traitement.</p> <p>Face aux contraintes techniques et au coût économique, l'exploitant déclare qu'il n'augmentera pas la surface de désenfumage de son atelier de galvanoplastie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Désenfumage –mise en œuvre des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(Rédaction antérieure à l'arrêté modificatif du 20/04/23). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la visite du 20/12/2023, l'exploitant a répondu au rapport de visite par courriel le 13/02/2024 au sujet des commandes manuelles et automatiques des dispositifs de désenfumage</p>

de l'atelier de traitement de surface.

Commandes manuelles des dispositifs de désenfumage :

Lors de la visite du 20/12/2023, l'inspection a constaté que les trappes de désenfumage de l'atelier de traitement de surface sont reliées à des boîtes de commandes manuelles le long de la ligne de traitement de l'atelier. L'ensemble de ces commandes sont centralisées au sein d'une unique commande manuelle générale située à proximité d'une sortie.

L'inspection a fait remarquer que cette disposition ne répond pas complètement à la prescription, dans la mesure où les commandes manuelles de chaque trappe ne sont pas situées à proximité d'accès du bâtiment.

Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré que la commande manuelle générale, centralisant les commandes de l'ensemble des trappes de désenfumage permet de répondre à la prescription.

Commandes automatiques des dispositifs de désenfumage :

Lors de la visite du 20/12/2023, l'exploitant n'a pas justifié que les trappes de désenfumage disposaient de commandes automatiques. Par courriel du 13/02/2024, l'exploitant s'est engagé à installer des commandes automatiques au niveau des trappes de désenfumage de l'atelier.

Lors de la présente visite, l'exploitant a déclaré que des commandes automatiques étaient déjà présentes au niveau des trappes de désenfumage de l'atelier, depuis plusieurs années.

L'exploitant a déclaré que chaque trappe est équipée d'un fusible thermique avec une température de déclenchement à 90 °C. Cette température de fonte est bien supérieure ou égale à la température de déclenchement des têtes de sprinklage de l'atelier.

Ainsi, l'atelier du site dispose bien de commandes automatiques pour les trappes de désenfumage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/05/2004, article 4.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Art 4.1.1 [...]L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie devra être maintenu en bon état de service et régulièrement vérifié par du personnel compétent

Constats :

Suite à la visite du 20/12/2023, l'exploitant a répondu au rapport de visite par courriel le 13/02/2024 au sujet de l'entretien des moyens de lutte contre l'incendie du site.

Système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) :

Contrôle semestriel :

Lors de la visite du 20/12/2023, l'inspection a constaté que le rapport de vérification semestriel du

système de sprinklage faisait apparaître 21 observations et ne concluait pas sur le caractère opérationnel de l'installation.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant a présenté un plan d'actions programmant de planifier un devis pour lever les observations et s'est engagé à modifier le référentiel de contrôle de son installation pour le référentiel APSAD, afin de pouvoir conclure sur l'état de fonctionnement de son installation.

Dans les rapports de contrôles semestriels de l'année 2025, l'organisme d'intervention conclut sur le caractère opérationnel du système de sprinklage. Le dernier rapport de contrôle conclut que les constats suivants sont satisfaisants :

- absence de dérive sur les débits/pressions par rapport à la vérification précédente,
- essais de l'ensemble des vérifications nécessaires,
- vérification de l'ensemble des locaux à l'issue de la visite,
- mise en position d'attente du système.

Pour autant, lors de la visite, l'exploitant a déclaré que certaines observations du rapport de contrôle semestriel du système de sprinklage ne sont pas levées et persistent depuis 2022.

Ces observations concernent notamment l'armoire de commande du groupe motopompe du système de sprinklage, ou encore l'absence de système de sprinklage sur certaines zones du site, telles que les locaux administratifs ou des bungalows.

L'intervention sur le groupe motopompe est programmée pour février 2026. Certaines observations, telles que l'extension du système de sprinklage n'est pas envisagée par l'exploitant.

L'exploitant a présenté des devis de deux organismes extérieurs afin de solder 8 observations persistantes de son installation.

=> l'exploitant transmettra à l'inspection la date d'intervention sur le système de sprinklage et le bon d'intervention détaillant les opérations réalisées.

Contrôle triennal :

La visite du 20/12/2023 a également abordé le contenu du rapport de contrôle triennal du système de sprinklage. Dans le rapport de visite, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que pour les prochaines visites triennales des opérations de contrôle des réserves d'eau (nettoyage, état de revêtement d'étanchéité, de la crépine, des filtres si présents, etc.) sont réalisées.

L'inspection a indiqué à titre d'information que le référentiel R1 de l'APSAD demande une vidange des réserves à chaque visite triennale (ce délai peut être porté à 6 ans si la qualité de l'eau est contrôlée).

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que la dernière vidange du bassin date de décembre 2021. L'exploitant programme une nouvelle vidange pour décembre 2025 et s'engage à justifier la réalisation de cette intervention.

=> l'exploitant transmettra des justificatifs de la vidange du bassin du système de sprinklage et les opérations de maintenance associées.

L'exploitant a également déclaré que le contrôle triennal du système de sprinklage a été réalisé le 25/10/2025.

=> suite à sa réception, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle triennal du 25/10/2025.

Poteaux incendie :

Lors de la visite du 20/12/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de s'assurer que les mesures de débits des poteaux incendie du site sont faites dans des conditions satisfaisantes, dans l'objectif de fournir un débit minimum de 60 m³/h par poteau sur 2 heures.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant a transmis le procès-verbal d'intervention du contrôle de débit des poteaux incendie du site. Ce contrôle est réalisé par un organisme extérieur et date du 06/02/2023.

L'exploitant a expliqué que l'organisme réalise une mesure du débit des poteaux incendie sur une durée limitée et extrapole la mesure pour évaluer le volume d'eau journalier disponible.

D'après le procès-verbal, le volume disponible pour chaque poteau est de 1 525 m³ et 1 459 m³ sur 24 h. Ainsi, les poteaux incendie assurent bien les besoins d'eau incendie de 60 m³/h sur 2 heures.

L'inspection a questionné l'exploitant sur les conditions de mesure de débit des poteaux incendie, plus particulièrement si les mesures sont réalisées en simultanée sur les deux poteaux. L'exploitant a répondu que les mesures de débit des poteaux ne se faisaient pas en simultané.

=> l'exploitant réalisera le prochain contrôle de débit des poteaux incendie en simultané afin de vérifier l'absence de perte de charge dans ces conditions.

Désenfumage :

Lors de la visite du 20/12/2023, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier les démarches engagées pour réparer ou remplacer les paramètres dysfonctionnels des dispositifs de désenfumage.

Dans son courrier de réponse, l'exploitant s'est engagé à réaliser un devis auprès d'un organisme extérieur afin de procéder à la réparation des exutoires de fumées et envoyer une copie du bon d'intervention une fois l'intervention réalisée.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les travaux de mise en conformité des dispositifs de désenfumage n'ont pas été réalisés. Les non-conformités concernent les trappes de désenfumage de l'atelier de galvanoplastie et du stockage de maintenance.

Dans le rapport de contrôle des trappes de désenfumage, 5 trappes de désenfumages sur les 29 de l'atelier de galvanoplastie sont non opérationnelles.

L'exploitant s'est engagé à réaliser un devis pour l'intervention pour la fin du mois de janvier 2026 et de programmer la réalisation des travaux par la suite.

=> l'exploitant transmettra le devis d'intervention sur les dispositifs de désenfumage accompagné de la date d'intervention. Une fois l'intervention réalisée, l'exploitant transmettra le bon d'intervention détaillant les opérations réalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes de l'inspection :

- sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra la date de programmation de l'intervention sur le système de sprinklage,
- dans un délai de 2 mois suite à la réalisation de l'intervention sur le système de sprinklage, l'exploitant transmettra le bon d'intervention détaillant les opérations réalisées,
- sous un délai de 30 jours, l'exploitant justifiera la vidange et les opérations de maintenance associées du sprinklage,
- sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle triennal du système de sprinklage du 25/10/2025,
- sous un délai de 9 mois, l'exploitant réalisera une mesure des poteaux incendie en simultané,
- sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra le devis et la date de programmation de l'intervention sur les dispositifs de désenfumage. Une fois l'intervention réalisée, l'exploitant transmettra le bon d'intervention détaillant les opérations réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours, 2 mois et 9 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Installations de traitement de surface – dimensionnement des rétentions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

Prescription contrôlée :

3.8.1. Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétention, canalisations,...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment, avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines, et, au moins, une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La visite du 27/06/2024 a traité le sujet des rétentions de l'établissement. En mars 2022, l'exploitant a présenté un diagnostic des rétentions de son atelier de galvanoplastie.

Lors de la visite du 27/06/2024, l'ensemble des non-conformités des rétentions ont été résolues à l'exception de 5 non-conformités non soldées.

Notons que l'inspection s'est focalisé sur la mise en conformité des rétentions et non sur l'installation de détecteurs de niveau. Le suivi des mises en conformité de l'exploitant est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

Zones	Étude de rétentions : mises en conformités à prévoir	Mises en conformités réalisées : compte-rendu exploitant du 25/06/2024	Commentaires de l'inspection
Zone 1 - stockage des produits en contenants unitaires	A) rétentions 1, 2 et 3 : revoir l'affichage et réagencer certains stockages, B) poste de dépotage : prévoir des alarmes de niveaux dans les cuves et installation une rétention pour le stockage provisoire du conteneur à dépoter	A) rétentions 1, 2 et 3 : mise en conformité réalisée, B) poste de dépotage : mise en conformité réalisée	A) L'inspection a constaté le nouvel agencement du stockage et la présence d'affichage. B) La mise en conformité du poste de dépotage sera étudié lors d'une prochaine inspection.

Zone 2 - stockage des boues d'épuration	Aucune non-conformité relevée	-	-
Zone 3 - aire de dépotage et de stockage de bains en conteneurs	<p>A) réagencer le stockage de chrome,</p> <p>B) fermer la rétention de l'aire de dépotage,</p> <p>C) prévoir des patchs de réparation pour les fissures de l'aire de dépotage,</p> <p>D) prévoir un revêtement d'étanchéité de l'aire de dépotage</p>	<p>A) des nouvelles armoires de stockage fermées ont été installées sur le site, ce qui a permis de réduire le stockage au niveau de l'aire de dépotage,</p> <p>B) la rétention de l'aire de dépotage a été fermée,</p> <p>D) la chaussée du stand de dépotage a été reprise.</p>	<p>A) l'inspection a constaté la réduction du stockage au niveau du stand de dépotage. La nouvelle répartition du stockage du site sera étudiée lors d'une prochaine visite.</p> <p>B) la fermeture de la rétention a été constatée lors de la visite du 27/06/2024,</p> <p>D) l'inspection a constaté la réalisation d'un revêtement d'étanchéité de l'aire de dépotage. Pour autant, cette solution ne paraît pas pérenne au vu du passage régulier des camions. L'exploitant se questionne sur des moyens alternatifs afin de garantir une étanchéité pérenne.</p>
Zone 4 - stockage des cuves vrac d'acides	<p>A) mettre sous rétention des canalisations de transferts en extérieur du site,</p> <p>B) création d'une rétention génie civil sur tout le pourtour de la dalle en englobant les cuves et les vannes en pied de cuve.</p>	<p>A) difficultés de mettre en place une rétention pour les tuyauteries,</p> <p>B) point non repris</p>	Le commentaire de l'inspection est développé à la suite du constat.
Zone 5 - local "delahaye" de stockage des produits chimiques de l'atelier de galvanoplastie	<p>A) s'assurer que la zone grillagée ne contient que des produits cyanurés,</p> <p>B) déplacer le produit crystal carrier 44 (alcalin fort)</p>	A) et B) mise en conformité du stockage	<p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré avoir réagencé le stockage et refait l'étanchéité du local.</p> <p>L'inspection a constaté que le local est bien entretenu, avec un accès réservé au personnel compétent. Les produits sont stockés dans des armoires fermées et sous rétention.</p> <p>De plus, l'entièreté du</p>

			local est sous rétention. L'inspection n'a pas étudié la répartition du stockage dans le cadre de l'inspection. Le respect de l'état des stocks sera étudiée lors d'une prochaine visite.
Zone 6 - chaîne de galvanoplastie	<p>A) rétentions 3, 4 et 5 : augmenter le volume,</p> <p>B) rétention 7 : isoler la rétention des cuves de nickel chimique. Prévoir un déclencheur d'alarme pour cette nouvelle rétention,</p> <p>C) rétention 7 : ajouter un déclencheur d'alarme de niveau très haut,</p> <p>D) asservir les déclencheurs d'alarme en point bas : prévoir une remontée d'information entre le logiciel de gestion de la chaîne et le système de télésurveillance qui permettra d'être asservi en cas de souci intervenant en période sans activité,</p> <p>E) réaliser une étude technico-économique sur le remplacement de chaque canalisation de transfert de liquide cyanurés par une canalisation à double-enveloppe. Un enjeu d'incompatibilité entre les canalisations de produit cyanurés et les bains d'acides ayant été relevé</p>	<p>A) étude de dimensionnement des volumes de rétentions,</p> <p>B) difficulté technique (manque de place) pour ajouter une rétention supplémentaire au niveau des bains de nickel chimique</p> <p>E) phase de devis</p>	Le commentaire de l'inspection est développé à la suite du constat.
Zone 7 - station de traitement des effluents	<p>A) asservir des déclencheurs d'alarme en point bas : prévoir une remontée d'information entre le logiciel de la chaîne et le système de télésurveillance qui permettra d'être asservi en cas de soucis intervenant en période sans activité</p>	-	Pour sondage, des tests sur l'asservissement des détecteurs ont été réalisées lors de la visite du 27/06/2024.

Zone 4 - stockage des cuves vrac d'acides :

L'exploitant a étudié différentes solutions permettant d'assurer la rétention des tuyauteries

situées derrière le stand de dépotage.

Les solutions d'une double-enveloppe pour la tuyauterie ou d'une résine pour étanchéifier l'espace entre la dalle en béton et le bardage en acier n'ont pas été retenues en raison de contraintes techniques.

L'exploitant a envisagé une nouvelle solution en octobre 2025. L'exploitant a déclaré le 25/11/2025 que le devis pour la mise en œuvre de cette solution était réalisé et que la commande était passée.

=> l'exploitant transmettra le devis et la commande pour la mise en œuvre d'une rétention des tuyaux , des cuves et des vannes en pied de cuve du stand de dépotage.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que les travaux doivent avoir lieu lors de la mise à l'arrêt du site. L'exploitant envisage la réalisation des travaux pour août 2026.

Zone 6 - chaîne de galvanoplastie :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté les nouvelles rétentions mises en place au niveau de la chaîne de galvanoplastie.

Les rétentions 3, 4 et 5 ont été augmentées conformément à l'étude.

Une nouvelle rétention, appelée rétention 9, a été ajoutée au niveau des cuves de stockage de nickel chimique, au sein de la rétention 7.

L'inspection note l'avancée de la mise en conformité des rétentions du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 30 jours, l'exploitant transmettra le devis et la commande pour la mise en œuvre d'une rétention des tuyaux , des cuves et des vannes en pied de cuve du stand de dépotage.

Sous un délai de 9 mois, l'exploitant réalisera les travaux de mise sous rétention de l'arrière du stand de dépotage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours et 9 mois

N° 5 : Détecteurs de niveaux rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 2.3.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Traitement de surface – détecteurs de niveaux rétention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

Prescription contrôlée :

2.3.1.5. Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse, en aucun cas, altérer une cuve, une canalisation et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

<p>Constats :</p> <p>La visite du 27/06/2024 a abordé le sujet des détecteurs de niveaux de rétention.</p> <p>Conformément à la demande de l'inspection, l'exploitant a formalisé l'enregistrement des tests réalisés sur les détections de rétention de la ligne de galvanoplastie en créant un nouvel onglet.</p> <p>Le rôle d'un des capteurs de niveau avait été remis en cause, car son activation ne traduisait pas nécessairement le déversement d'une cuve ou d'un bain.</p> <p>En effet, le capteur se situait au niveau d'une fosse qui réceptionne les eaux de nettoyage. Ainsi, les eaux de rinçages activaient régulièrement le capteur. L'inspection a demandé à l'exploitant de proposer une amélioration sur cette configuration afin que le capteur utilisé joue son rôle de détection en cas de situation accidentelle uniquement.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a déplacé le capteur en-dehors de la fosse. Ainsi, le capteur n'est plus déclenché lors des opérations de nettoyage.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle des accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 3.2</p> <p>Thème(s) : Autre, Clôture du site</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 31/10/2024 <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2 - Contrôle des accès Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre aux installations.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27/06/2024, l'inspection a constaté l'absence de contrôle des accès au niveau du bâtiment d'assemblage.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a expliqué avoir réalisé un devis pour l'installation d'une clôture autour du bâtiment d'assemblage.</p> <p>L'exploitant ayant changé de groupe, une nouvelle stratégie de contrôle des accès a été retenue : la mise en œuvre de badges afin de réguler l'accès au site, en fonction des qualifications des salariés.</p> <p>=> l'exploitant transmettra un devis et une date de programmation de la mise en œuvre du contrôle d'accès au niveau de son site.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra un devis et une date de programmation de la mise en œuvre du contrôle d'accès de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son porter à connaissance de 2022, l'exploitant déclare stocker 457 m³ de polymères sur son site. Les polymères stockés sont des granulés plastiques en forme de sphère.</p> <p>En considérant que la densité d'un granulé plastique est d'environ 0,90 g/cm³. La masse de granulés plastiques stockés sur site est d'environ 411 tonnes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1^{er} janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1^{er} janvier 2021.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant est sensibilisé au sujet de déversement des granulés plastiques.</p> <p>L'inspection a pu constater sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la présence de stations de nettoyage avec balai et pelle mis à disposition aux points stratégiques de déversement accidentel, – des filtres installés au niveau des points de collecte des eaux pluviales. Ces filtres sont dimensionnés à la taille des granulés plastiques. Le service de maintenance est en charge de leur entretien et est chargé de les nettoyer une fois par mois minimum. Des nettoyages plus fréquents peuvent avoir lieu en cas d'intempéries. <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les zones de stockage de granulés plastiques étaient propres. Aucun granulé plastique n'a été observé au sol.</p> <p>Les moyens de prévention en cas de déversement des granulés apparaissent efficaces et correctement entretenus.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p> <p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté une procédure de prévention des pertes de granulés. Cette procédure reprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un plan identifiant les zones à risque de déversement de granulés plastiques, b) des moyens de prévention technique afin de limiter les risques de déversement, tels que : le remplacement de tuyaux souples par des tuyaux rigides étanches pour le transvasement des granulés, le remplacement de cuves de stockage ouvertes ou non étanches par d'autres cuves fermées et étanches, la mise en place d'un système de guillotine au niveau des silos pour éliminer le risque de déversement, c) les méthodes de confinement et de ramassage de tout granulé de plastique susceptible d'être répandu (renvoi au constat N°8), d) les filtres de rétention sont nettoyés tous les mois au minimum et à une fréquence plus réduite en cas d'intempéries. Ces actions de nettoyage sont enregistrées dans un registre, e) le bon état de fonctionnement des équipements est contrôlé tous les 4 mois dans le cadre de contrôles internes, f) le personnel est sensibilisé et des formations sur le programme "Clean Sweep" ou "Zéro Perte de granulé" sont proposées. Lors de la visite, il a pu être observé des affichages exposant un objectif de zéro rejet de granulés, ainsi que les procédures de nettoyage à mettre en œuvre en cas de déversement, g) des contrôles internes sont réalisés tous les 4 mois afin d'inspecter et améliorer l'état des zones à risque du site. Un contrôle annuel est réalisé afin d'analyser les actions proposées lors des audits de terrain quadrimestriel.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai d'un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes</p>

certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. **L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.** Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

Le dernier audit du site a eu lieu le 15/12/2022.

L'exploitant a partagé le certificat de conformité et les résultats de l'audit sur son site.

L'exploitant veillera à réaliser le prochain audit d'ici à la fin de l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bâtiment assemblage - moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.2 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

4.2. Moyens de secours contre l'incendie

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un système interne d'alerte incendie ;
- **de robinets d'incendie armés ;**
- **d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement.**

[...]

L'installation peut également comporter un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les robinets d'incendie armés (RIA) sont répartis dans le local abritant l'installation en fonction de ses dimensions et sont situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel.

Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Objet du contrôle :

- présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ;
- présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence de plan des locaux ;
- présence d'un système interne d'alerte incendie ; (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence et positionnement des robinets d'incendie armés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- présence d'un système de détection automatique incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;
- justificatif de la vérification annuelle de ces matériels ;
- justificatif de la formation du personnel formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie.

Constats :

Dans son porter à connaissance déposée en 2022, l'exploitant a déclaré ne pas être conforme aux moyens de lutte contre l'incendie imposé par l'arrêté ministériel du 02/05/2002, auquel l'exploitant est soumis.

Dans son dossier, l'exploitant déclare ne pas disposer de détection incendie, ni de robinets d'incendie armés (RIA) dans son bâtiment d'assemblage accueillant une activité classée sous la rubrique 2940-2 (application de colle) au régime de la déclaration. L'exploitant motive l'absence de ces moyens de lutte contre l'incendie du fait qu'une unique colle est utilisée sur site. Cette dernière ne présente pas de caractéristique inflammable et est considérée peu combustible.

L'exploitant a transmis la fiche de sécurité de la colle utilisée. L'inspection a constaté que la colle ne possède pas de mention de danger au sens de la réglementation européenne.

Le non-respect de la prescription sur les moyens de lutte contre l'incendie relève d'une non-conformité majeure. L'exploitant doit respecter les conditions d'exploitation décrites dans l'arrêté ministériel du 02/05/2002 ou bien solliciter, auprès de la préfecture de la Sarthe, un aménagement des prescriptions s'appliquant à son installation. Le cas échéant, l'exploitant devra évaluer les impacts de cette différence et proposer des mesures compensatoires adaptées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Bâtiment d'assemblage - consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 4.7 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité - risque incendie

Prescription contrôlée :

4.7. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'obligation du permis de travail pour les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation visées au point 4.3 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de chacune des consignes.
<p>Constats :</p> <p>Dans son porter à connaissance déposée en 2022, l'exploitant a déclaré ne pas être conforme aux consignes de sécurité sur le risque incendie imposées par l'arrêté ministériel du 02/05/2002, auquel l'exploitant est soumis.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que le personnel était bien formé au risque incendie. Dans son dossier, l'exploitant a déclaré que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intégralité du personnel est formé au maniement des extincteurs, - l'intégralité du personnel équipier de 1^{ère} intervention est formé, - avoir mis en place un support de formation dédié aux moyens de lutte contre l'incendie pour tous les salariés, - réaliser un contrôle des extincteurs selon règle APSAD R4. <p>Lors de la visite, l'exploitant a ajouté qu'il disposait d'un plan d'intervention affiché sur site et d'un plan d'urgence interne en cas d'incident/accident.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'exploitant veillera à justifier qu'il respecte la prescription de l'article 4.7 de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 dans son porter à connaissance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Conformité des rejets en nitrites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2004, article 5.5.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets en nitrites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Moyenne mensuelle des concentrations sur 24 h (mg/l) : 1 mg/l Moyenne mensuelle des flux journaliers : 0.26 kg/j Concentration maximale sur 24 heures : 1 mg/l Flux maximum journalier : 0,260 kg/j</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite du 12/02/2022, il a été constaté que les rejets en nitrites n'étaient jamais conformes à la valeur limite de 1 mg/l imposée par l'arrêté préfectoral de 2004 et n'étaient pas conformes à la valeur limite de 20 mg/l imposée par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 sur les mois de janvier, février, mai, juin et juillet 2022.

Sur la base d'une étude intitulée "étude préalable relative aux rejets nitrites" datée de mars 2021 et d'une étude d'impact des rejets aqueux du site datée de mai 2019, l'exploitant a élaboré un cahier des charges sur le traitement des nitrites.

Les mesures correctives afin de garantir la réduction des nitrates en amont de la station de traitement du site étaient les suivantes :

- envoi des vidanges des baignoires usées d'acide nitrique de déminéralisation (à l'origine des rejets de nitrates) en centre de traitement,
- mise en rejet zéro du rinçage de déminéralisation chimique et électrolytique avec passage d'un rinçage double à un rinçage triple (baisse débit) et évaporation sous vide avec recyclage des distillats en rinçage et envoi des concentrats en centre de traitement.

Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que l'envoi en vidange des baignoires usées a été mis en place et il a induit une baisse de 90 % du taux de nitrates en arrivée de station.

L'exploitant n'a finalement pas mis en place de rejet zéro du rinçage de déminéralisation, mais a mis en place une méthode de traitement de nitrates.

Le produit utilisé est un biocide "ECORAL 10". Ce dernier est injecté au niveau du décanteur de la station physico-chimique du site.

Suite à une phase de tests, l'exploitant est parvenu à déterminer le volume de biocide à injecter afin de garantir une concentration de rejet en nitrites inférieure à la valeur limite de 1 mg/l de l'arrêté préfectoral de 2004.

Les analyses mensuelles des rejets du site sont transmises sur la plateforme GIDAF. Sur l'année 2025, l'inspection a constaté que les mesures sont inférieures à la valeur limite fixée par l'arrêté préfectoral de 2004, à l'exception des mesures sur les mois de juillet et d'août.

Le dépassement en nitrites pour le mois de juillet 2025 a été causé par une fuite de la cuve d'acide nitrique de déminéralisation au niveau le fond de fosse de la station.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté la cuve d'acide nitrique. L'inspection a pu constater que la fuite a été colmatée. Malgré la réparation de la cuve, l'évacuation de l'acide nitrique dans un centre de traitement et les opérations de rinçage, la concentration en nitrites dans les eaux de rejet était de 9,5 mg/l.

Le dépassement en nitrites pour le mois d'août 2025 a été causé par des opérations de maintenance au niveau du bassin du site. L'exploitant a expliqué que le nettoyage annuel du bassin a créé une refonte de la flore du bassin, ce qui a provoqué un pic de la concentration en nitrites. S'ajoute à ce constat, les fortes chaleurs sur cette période, qui a favorisé l'augmentation en nitrites dans le bassin.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que cette hausse en nitrites était connue et a déclaré ne pas maîtriser le dosage en biocide en cas de fortes concentrations en nitrites.

Ainsi, l'exploitant a mis en place une méthode opérationnelle permettant de maîtriser les concentrations de rejet en nitrites du site. Pour autant, l'exploitant n'est pas en capacité de maîtriser les pics de concentration.

Observation :

Il est important que l'exploitant analyse les effets croisés de son traitement des nitrites et propose un objectif adapté assurant également la compatibilité milieu des rejets en nitrite. Cette évaluation devra être réalisée sous 12 mois.

Type de suites proposées : Sans suite